



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Renault

Question au Gouvernement n° 2335

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Michel Grandpierre.

M. Michel Grandpierre. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'industrie.

La manifestation européenne qui s'est tenue à Bruxelles est une première à la mesure de l'enjeu. C'est l'existence même de notre industrie automobile qui est en cause. Quel avenir peut avoir le marché français si son industrie est sinistrée ?

La stratégie de casse comme à Vilvorde, dans laquelle M. Schweitzer veut persévérer, c'est l'échec programme alors que l'Europe s'ouvre aux constructeurs japonais et coreens.

Le Gouvernement relevera-t-il ce défi majeur ? Va-t-il réunir une table ronde avec toutes les parties concernées, dont les syndicats, pour définir un plan pour l'emploi et la reconquête industrielle pour le secteur automobile français ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à Mme le ministre déléguée pour l'emploi.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre déléguée pour l'emploi. Bien entendu, monsieur le député, nous souhaitons que notre pays conserve son industrie automobile, et une industrie automobile compétitive, capable de gagner des parts de marché. Pour autant, comme Franck Borotra a eu l'occasion de vous le faire remarquer, la situation de Renault nécessite incontestablement des mesures d'urgence; l'entreprise doit s'adapter. Vous devez être parfaitement conscient que les décisions à prendre sont difficiles, mais aussi qu'elles sont nécessaires.

Le ministre de l'industrie est-il prêt à ouvrir des négociations avec les constructeurs et avec les syndicats, demandez-vous. Bien entendu, dès lors que toutes les parties intéressées sont disposées à se retrouver autour d'une table ronde afin de définir une stratégie pour l'industrie automobile française.

J'ajouterai, puisque vous avez évoqué ce sujet, qu'il est également important que le dialogue social soit aujourd'hui renoué, aussi bien en Belgique qu'en France. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

Je vous indiquerai aussi, au nom de Jacques Barrot et du ministre de l'industrie, que nous avons à cœur la situation des personnes. Nous veillerons à ce que le plan social comprenne bien les mesures d'accompagnement, d'adaptation et de reclassement qui s'imposent. (Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

## Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Michel Grandpierre.

M. Michel Grandpierre. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'industrie.

La manifestation européenne qui s'est tenue à Bruxelles est une première à la mesure de l'enjeu. C'est l'existence même de notre industrie automobile qui est en cause. Quel avenir peut avoir le marché français si son industrie est sinistrée ?

La stratégie de casse comme à Vilvorde, dans laquelle M. Schweitzer veut persévérer, c'est l'échec programme alors que l'Europe s'ouvre aux constructeurs japonais et coreens.

Le Gouvernement relevera-t-il ce défi majeur ? Va-t-il réunir une table ronde avec toutes les parties concernées, dont les syndicats, pour définir un plan pour l'emploi et la reconquête industrielle pour le secteur automobile français ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à Mme le ministre délégué pour l'emploi.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi. Bien entendu, monsieur le député, nous souhaitons que notre pays conserve son industrie automobile, et une industrie automobile compétitive, capable de gagner des parts de marché. Pour autant, comme Franck Borotra a eu l'occasion de vous le faire remarquer, la situation de Renault nécessite incontestablement des mesures d'urgence; l'entreprise doit s'adapter. Vous devez être parfaitement conscient que les décisions à prendre sont difficiles, mais aussi qu'elles sont nécessaires.

Le ministre de l'industrie est-il prêt à ouvrir des négociations avec les constructeurs et avec les syndicats, demandez-vous. Bien entendu, dès lors que toutes les parties intéressées sont disposées à se retrouver autour d'une table ronde afin de définir une stratégie pour l'industrie automobile française.

J'ajouterai, puisque vous avez évoqué ce sujet, qu'il est également important que le dialogue social soit aujourd'hui renoué, aussi bien en Belgique qu'en France. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

Je vous indiquerai aussi, au nom de Jacques Barrot et du ministre de l'industrie, que nous avons à cœur la situation des personnes. Nous veillerons à ce que le plan social comprenne bien les mesures d'accompagnement, d'adaptation et de reclassement qui s'imposent. (Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Grandpierre Michel](#)

**Circonscription :** - COM

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2335

**Rubrique :** Automobiles et cycles

**Ministère interrogé :** emploi

**Ministère attributaire :** emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 mars 1997, page 1969

**Réponse publiée le :** 19 mars 1997, page 1969

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mars 1997